



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/46/325
4 septembre 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-sixième session
Point 96 de l'ordre du jour provisoire*

PROMOTION DE LA FEMME

Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme

Note du Secrétaire général

Dans sa résolution 44/60 du 8 décembre 1989, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter à sa quarante-sixième session un rapport sur les activités de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme. Le Secrétaire général transmet ici à l'Assemblée le rapport dans lequel l'Institut rend compte de ces activités.

* A/46/150.

ANNEXE

Rapport de l'Institut international de recherche et de formation
pour la promotion de la femme

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1 - 4	3
II. PRINCIPAUX RESULTATS DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'INSTITUT	5 - 92	4
A. Statistiques, indicateurs et données sur les femmes	5 - 29	4
B. Questions de caractère mondial	30 - 49	9
C. Questions sectorielles	50 - 76	14
D. Etablissement d'un réseau de coopération	77 - 84	20
E. Questions administratives et financières	85 - 91	22
F. Conclusion	92	23

I. INTRODUCTION

1. Dans sa résolution 44/60 du 8 décembre 1989, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter à sa quarante-sixième session un rapport sur les activités de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme.

2. Dans cette résolution, l'Assemblée générale, entre autres choses, s'est déclarée satisfaite de l'importance et de la portée des activités de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme, ainsi que de l'importance particulière accordée aux activités de recherche, de formation, d'information, de documentation et de communication concernant les femmes et le développement afin de contribuer à l'élaboration des politiques relatives au processus général de développement; a prié l'Institut de poursuivre ses recherches sur la contribution des femmes au développement, y compris le travail des femmes dans le secteur non structuré de l'économie, ainsi que sur l'élaboration de méthodes spéciales de suivi et d'évaluation des programmes et projets intéressant les femmes, et de redoubler d'efforts pour appliquer des stratégies de formation novatrices afin de renforcer les moyens nationaux de formation, en particulier dans les pays en développement; a félicité l'Institut de la priorité qu'il avait accordée à la coopération avec les organes et organismes des Nations Unies et s'est félicitée des consultations qui se poursuivaient entre les commissions régionales et l'Institut en vue du lancement d'activités parallèles intéressant les femmes et le développement.

3. Depuis son dernier rapport à l'Assemblée générale (A/44/416), l'Institut a réaffirmé le rôle de catalyseur qu'il joue dans l'établissement de méthodes pour les activités de recherche, de formation et d'information dans de nouveaux domaines intéressant les femmes et le développement, comme "les femmes, l'environnement et le développement durable", "les femmes et la communication en faveur du développement", ainsi que des monographies portant sur un pays donné et des matériaux de formation sur les femmes des zones rurales, et plus particulièrement sur les possibilités de crédit qui leur sont offertes. En outre, l'Institut a continué de maintenir et de renforcer son caractère spécifique dans des domaines d'action comme les statistiques et les indicateurs sur les femmes, notamment sur l'activité des femmes dans le secteur non structuré, les femmes et l'approvisionnement en eau et l'assainissement ou les femmes et les sources d'énergie nouvelles et renouvelables. L'Institut a été actif aussi dans le cadre de son programme de recherche à long terme sur les méthodes de suivi et d'évaluation des programmes et projets relatifs aux femmes et au développement. Il a donné une nouvelle orientation à son programme de bourses et de stages et à la production de matériels pédagogiques concernant le rôle de la femme dans le développement. L'Institut a élargi le champ de son programme d'études relatif à la participation des femmes au développement et il poursuit ses activités de recherche sur le choix et l'évaluation des techniques permettant d'associer les femmes au développement.

4. Les programmes de recherche, de formation et d'information de l'Institut continuent d'être étroitement liés et le présent rapport indique quelques-uns des principaux résultats auxquels ont abouti ses activités depuis le dernier rapport que l'Institut a présenté à l'Assemblée générale.

II. PRINCIPAUX RESULTATS DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'INSTITUT

A. Statistiques, indicateurs et données sur les femmes

1. Recherche

5. Dans sa résolution 44/76 du 8 décembre 1989, intitulée "Femmes âgées", l'Assemblée générale a invité l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme et le Bureau de statistique du Secrétariat, avec la coopération des commissions régionales, à prêter spécialement attention aux femmes âgées dans les efforts qu'ils déploient pour améliorer la méthodologie des collectes de données sur les femmes. L'Institut a procédé à des consultations avec le Bureau de statistique de l'ONU, ainsi qu'avec d'autres organes de l'Organisation, en vue de réaliser une étude sur les concepts et les questions méthodologiques connexes touchant la collecte et l'analyse des données relatives aux femmes âgées. Cinq domaines essentiels ont été retenus : a) la position dans la famille et le ménage; b) le niveau d'instruction; c) l'activité économique et la participation à la population active; d) l'aide économique et sociale; et e) la santé et les soins de santé.

6. Dans chaque domaine, les concepts et les méthodes utilisés pour la collecte et le traitement des données sont examinés en tenant compte du phénomène récent du vieillissement, en particulier dans les sociétés en développement. L'étude offre des exemples de mise en tableau ainsi que des recommandations concernant des indicateurs généraux ou spécifiques demandant de préciser dans quelle mesure les données sont disponibles, suffisantes et précises pour établir de tels indicateurs. Si cela s'impose, le rapport technique présente une analyse comparative de certaines questions touchant les concepts et les méthodes dans les pays développés et les pays en développement.

7. Le projet de rapport technique intitulé Improving Concepts and Methods for Statistics and Indicators on the Situation of Elderly Women (Amélioration des concepts et méthodes pour les statistiques et indicateurs sur la situation des femmes âgées) a été examiné lors d'une réunion consultative organisée par l'Institut du 28 au 30 mai 1991, à New York, en collaboration avec le Bureau de statistique de l'ONU. La réunion, en évaluant le rapport technique en profondeur, a fait des suggestions concrètes pour sa révision, avant d'en arrêter définitivement le texte qui paraîtra en tant que publication des Nations Unies.

2. Formation

8. L'Institut, estimant qu'il continue d'être nécessaire d'amener les producteurs et les utilisateurs de statistiques à prendre conscience de l'insuffisance des concepts et des méthodes actuels qui ne reflètent pas pleinement la contribution, la participation, la situation et le rôle de la femme dans la société, a poursuivi ses efforts visant à encourager le dialogue entre producteurs et utilisateurs de statistiques et d'indicateurs, en particulier au niveau de l'élaboration de politiques.

9. A cette fin, l'Institut a participé à l'organisation de deux ateliers tenus au niveau national en Malaisie, du 5 au 9 novembre 1990, et au Soudan, du 24 au 29 novembre 1990, et a fourni des services consultatifs pour la tenue de deux autres ateliers, l'un à Porto Rico, du 3 au 5 octobre 1990, et l'autre au Venezuela, du 23 au 25 mai 1991.

10. Ces ateliers visaient tous à amorcer ou à renforcer le dialogue entre producteurs et utilisateurs de statistiques sur les femmes et à les inciter à utiliser ou mieux utiliser les statistiques et indicateurs relatifs à la participation des femmes au développement, compte tenu des particularités nationales et régionales. Les participantes aux ateliers ont souligné que si les sources de statistiques traditionnelles contiennent de très nombreuses informations utiles concernant la situation et le rôle de la femme dans la société, ces données n'ont souvent pas été compilées, et ne sont donc pas disponibles ou n'ont pas été publiées. Ils ont aussi mis l'accent sur la nécessité de mettre au point d'urgence un ensemble adéquat d'indicateurs relatifs à la participation des femmes au développement, qui devrait comprendre les aspects qualitatifs et quantitatifs de la participation des femmes au secteur non structuré (y compris les tâches ménagères), aux activités sociales comme les organisations politiques et bénévoles et à l'enseignement non scolaire. Pour ce faire, il faudrait que les offices nationaux de statistique, en collaboration avec tous les organismes compétents, entreprennent des études spéciales et élaborent des directives appropriées pour normaliser les définitions, les concepts et les observations quantitatives relatives à la participation des femmes au développement. Ces directives devraient être mises à la disposition des chercheurs, décideurs, planificateurs et organisations intéressés.

11. Ces ateliers comportent un élément évaluation, ce qui a aidé l'Institut à mesurer l'impact de la formation ainsi dispensée et à décider s'il convient de la poursuivre. Il ressort de l'analyse des évaluations qu'il faut continuer à susciter une prise de conscience des questions intéressant les femmes, en particulier parmi ceux qui sont chargés de produire et de rassembler des données sur des questions d'importance essentielle pour les femmes, et qu'il faut étudier les moyens de rendre facilement accessibles, à moindre coût ou à titre gracieux, les informations non publiées pouvant illustrer les inégalités entre les sexes et la discrimination à l'égard des femmes.

3. L'activité des femmes dans le secteur non structuré

a) Amélioration des statistiques relatives aux femmes dans le secteur non structuré

12. Depuis son dernier rapport à l'Assemblée générale, l'Institut a entrepris la troisième et de quatrième phase de ses activités de programme relatives à l'élément statistique du projet financé par le PNUD intitulé Improving African Women's Role in the Informal Sector - Production and Management. Les deux documents intitulés Handbook on Methods of Compiling and Analysing Statistics on Women in the Informal Sector, in Industry, Trade and Services et Synthesis of Pilot Studies on Compilation of Statistics on Women in the Informal Sector

ir Industry, Trade and Services in Four African Countries ont été examinés pour la première fois en 1990 dans le cadre de deux ateliers régionaux organisés l'un pour les pays africains anglophones, l'autre pour les pays africains francophones. Ces ateliers ont réuni de hauts fonctionnaires des offices nationaux de statistique, des services de statistique des ministères de la planification et des ministères du travail, et des représentants d'instituts de recherche et des mécanismes nationaux oeuvrant en faveur des femmes.

13. Les participants à ces ateliers ont proposé des directives détaillées pour réviser les deux documents de façon à tenir compte des besoins et réalités des différents pays et sont convenus à l'unanimité que les versions révisées seraient des outils de formation et des documents de référence utiles pour les statisticiens, les chercheurs et les spécialistes oeuvrant dans le domaine de la participation des femmes au développement.

14. On a fait un certain nombre de recommandations en insistant sur l'importance qu'il y avait à organiser à l'échelon national dans tous les pays d'Afrique des ateliers de formation similaires à ceux prévus pour quatre pays dans le cadre du projet et sur la nécessité de mieux concerter les efforts aux plans régional et national en vue d'améliorer les concepts et les méthodes utilisés pour la collecte de données et la compilation de statistiques sur la contribution des femmes dans le secteur non structuré. A cet égard, les ateliers ont fait les recommandations ci-après :

a) Il conviendrait de sensibiliser les gouvernements africains à la nécessité de développer des statistiques intégrées, notamment sur les femmes, pour appuyer les activités de planification nationale, et de porter aussi cette question à l'attention de la Conférence des ministres africains du développement économique et de la planification;

b) La Division de statistique de la CEA devrait incorporer dans son programme de travail un élément relatif aux statistiques du secteur non structuré, en se souciant particulièrement d'évaluer la contribution des femmes dans ce secteur, et présenter à la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains la recommandation de l'atelier visant à créer un groupe spécial d'experts chargé d'étudier le Handbook et de faire des recommandations aux offices nationaux de statistique concernant son utilisation au niveau national;

c) En vue de compléter le projet relatif au rôle des femmes dans le secteur non structuré de l'industrie, du commerce et des services, il convient d'organiser des ateliers nationaux de formation qui se serviraient de la version révisée du Handbook dans tous les pays africains qui ne participent pas au projet en cours.

15. Reconnaissant l'importance de la production des femmes dans le secteur agricole et les limites des données statistiques disponibles, il a été aussi fortement recommandé, afin de compléter le manuel sur le commerce, l'industrie et les services, de réaliser un manuel comparable sur la compilation de statistiques relatives aux femmes dans le secteur agricole non structuré de l'Afrique.

16. En application des recommandations de ces ateliers régionaux, les ouvrages intitulés Handbook et Synthesis ont été révisés et utilisés comme matériel de formation en mai 1991, en Gambie et en Zambie. Deux autres ateliers devaient se tenir en août 1991 au Burkina Faso et au Congo.

17. Les ateliers nationaux avaient comme objectifs fondamentaux de sensibiliser les participants à la nécessité d'intégrer les préoccupations touchant le secteur non structuré dans le processus de planification nationale et de former des utilisateurs et des producteurs à la compilation et à l'analyse de statistiques pertinentes sur la contribution des femmes et des hommes dans le secteur non structuré, afin d'améliorer l'élaboration des politiques.

18. Les participants aux ateliers organisés en Gambie et en Zambie se sont penchés sur les questions relatives aux politiques générales et aux statistiques et ont fait des recommandations spécifiques portant sur ces deux domaines. En ce qui concerne les politiques, ils ont estimé qu'un service ou un département devrait s'occuper des questions liées au secteur non structuré et ils ont recommandé que des mesures soient prises afin de créer, au sein du Ministère de l'industrie et du commerce, un service de ce type qui examinerait dans le cadre de ses tâches, les lois et règlements régissant le fonctionnement du secteur commercial non structuré et proposerait des politiques visant à développer davantage ce secteur.

19. Les participants aux ateliers ont recommandé aussi que soient réalisées des études nationales sur le secteur non structuré. La création d'une banque de données sur les femmes a été jugée elle aussi importante pour les politiques intéressant les femmes. Afin d'améliorer la qualité et la disponibilité des données sur les femmes dans le secteur non structuré, il était essentiel d'adopter une définition unifiée dudit secteur. A cette fin, l'Office central de statistique devait coordonner toutes les activités statistiques et normaliser les concepts et les méthodes utilisés pour la collecte des données sur le secteur non structuré.

b) Elaboration de politiques relatives au travail des femmes dans le secteur non structuré

20. L'action de l'Institut concernant les femmes dans le secteur non structuré a été principalement axée sur les statistiques. Désireux de traiter l'aspect "élaboration des politiques" comme le prolongement du travail de pionnier qu'il a effectué en s'efforçant d'améliorer les concepts et les méthodes pour la collecte de données sur le travail des femmes dans le secteur non structuré de l'économie et oeuvrant dans le cadre du système de comptabilité nationale dont la révision est en cours, l'Institut a organisé du 18 au 22 mars 1991 à Rome, avec une contribution financière du Gouvernement italien, une réunion consultative sur le thème "Macro-economic Policy Analysis of Women's Participation in the Informal Sector" (analyse des politiques macro-économiques relatives à la participation des femmes dans le secteur non structuré).

21. La réunion avait pour principal objectif d'étudier des politiques qui permettraient de fournir un appui aux femmes qui travaillent dans le secteur non structuré, pour ce qui est notamment de l'infrastructure de base, de l'accès au crédit, de l'enseignement et de la formation aux activités génératrices de revenus, les femmes devant décider comment utiliser ces derniers pour amener le bien-être de leurs familles. La réunion a envisagé diverses politiques, étape indispensable pour améliorer la situation des femmes dans le secteur non structuré, et a mis l'accent sur trois grands thèmes : a) exposé général du rôle des femmes dans le secteur non structuré; b) problèmes et contraintes dans ce secteur; et c) directives pour l'élaboration de politiques en faveur des femmes dans ce secteur.

22. Les recommandations formulées par les participants à la réunion à l'issue des discussions ont porté sur les questions essentielles liées aux politiques monétaires et fiscales, les réglementations relatives à l'exportation ou aux opérations de change et les politiques en matière de travail.

23. Reconnaissant que les politiques monétaires et financières actuelles répondent de façon limitée aux besoins des femmes dans le secteur non structuré, les participants ont proposé la création de nouvelles lignes de crédit par les banques commerciales et les autres établissements financiers. Il convenait d'encourager le secteur privé, les organisations non gouvernementales et les organismes de financement à mobiliser leurs ressources pour répondre aux besoins des femmes dans ce secteur. En ce qui concerne les réglementations relatives à l'exportation ou aux opérations de change, ils ont recommandé de développer l'appui aux petits producteurs rencontrant des difficultés au niveau de la demande, en instaurant des primes à l'exportation, en examinant et en modifiant, selon que de besoin, les règlements et procédures pertinents, en éliminant la paperasserie inutile et en mettant en place des filières de remplacement pour la commercialisation des biens produits par les femmes. Ils ont souligné qu'il fallait rechercher des mesures novatrices pour améliorer les conditions de travail dans le secteur non structuré tout en maintenant la compétitivité du secteur. En outre, il fallait rechercher les moyens de faire bénéficier les femmes travaillant dans le secteur non structuré de la sécurité sociale et des prestations d'assurance offertes à celles qui travaillent dans le secteur structuré. Il convenait d'adopter des mesures particulières pour améliorer les conditions de travail de la main-d'oeuvre occasionnelle et des travailleurs indépendants.

24. En ce qui concerne la politique fiscale, les participants ont recommandé d'étudier de façon détaillée les incidences des dépenses et des subventions sur la condition des femmes et leur rôle dans le secteur non structuré. Tout en étant conscients des difficultés budgétaires des gouvernements, ils ont souligné qu'il était nécessaire d'envisager de transférer des ressources budgétaires pour améliorer les services sociaux, en particulier en ce qui concerne la formation, l'éducation, les services de vulgarisation, les facilités de crédit et l'aide à la commercialisation, ce qui allégerait le fardeau que constituent pour les femmes leurs multiples responsabilités. Il serait utile aussi de réaliser une étude qui évalue l'impact des politiques d'ajustement structurel sur le secteur non structuré.

25. En mettant l'accent sur les recommandations, les participants ont vivement insisté sur la nécessité d'améliorer la collecte et l'utilisation de données par sexe aux fins de l'élaboration et de l'application de politiques.

26. Ont participé à la réunion des représentants de pays dont on connaît l'expérience ou qui ont vu leurs efforts pour répondre aux besoins et aux problèmes du secteur non structuré couronnés de succès, des experts présents à titre individuel et des représentants des organismes compétents des Nations Unies.

c) Projet de collaboration entre l'Institut et les commissions régionales sur la participation des femmes au secteur non structuré : proposition d'approche interrégionale

27. Conformément à la résolution 44/60 dans laquelle l'Assemblée générale s'est félicitée des consultations qui se poursuivaient entre les commissions régionales et l'Institut en vue du lancement d'activités parallèles intéressant les femmes et le développement, il a été décidé d'établir une proposition de projet relatif aux femmes dans le secteur non structuré devant être mis en oeuvre parallèlement. Lors de la réunion des secrétariats exécutifs, tenue à Vienne en mars 1991, la notion de programmation parallèle sur ce thème a été présentée par l'Institut et approuvée par les commissions régionales. Cependant, compte tenu des priorités et des orientations générales des programmes de la Commission économique pour l'Europe (CEE) et de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), seules la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) ont manifesté le désir de collaborer avec l'Institut à la mise en oeuvre de ce projet.

28. En conséquence, l'Institut a établi une proposition de synthèse à partir des différentes propositions de programme qu'il avait reçues des commissions régionales et en s'appuyant sur les résultats des activités intéressant les femmes dans le secteur non structuré qu'il a entreprises dans le domaine des statistiques et de l'élaboration des politiques. Le projet a pour objectif fondamental d'élaborer un mode d'action systématique pour intégrer les femmes dans les économies nationales en renforçant leur capacité et créer un environnement propice à l'amélioration de la condition de la femme dans le secteur non structuré.

29. Cette proposition a été transmise aux commissions régionales afin qu'elles communiquent leurs observations et fassent des propositions concrètes en vue de sa mise en oeuvre pendant la période biennale 1992-1993.

B. Questions de caractère mondial

1. Méthodes de suivi et d'évaluation des programmes et projets relatifs aux femmes et au développement

30. Depuis la présentation par l'Institut de son dernier rapport à l'Assemblée générale sur les mesures prises dans le cadre de ce programme de recherche à long terme sur les méthodes de suivi et d'évaluation des

programmes et projets relatifs aux femmes et au développement, l'étude intitulée "The Women in Development Dimension in Evaluation Methodologies - A Survey of Approaches by the Organizations of the United Nations System" a été révisée au cours de la période biennale 1990-1991 sur la base des directives établies par la réunion du groupe consultatif d'experts qui s'est tenue à New York en novembre 1989. On a procédé pour ce faire à des consultations directes avec les organisations et les institutions spécialisées compétentes des Nations Unies.

31. Il ressort des conclusions préliminaires de l'étude que la plupart des organismes des Nations Unies ont élaboré des principes directeurs en matière d'évaluation, mais que certains ne prennent cependant pas encore en compte dans leur évaluation la dimension "participation des femmes au développement". Cependant, l'étude fait apparaître qu'il est donné suite aux Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme et que même les organismes qui n'avaient pas élaboré de principes directeurs en matière d'évaluation disposaient plus ou moins d'une stratégie visant à intégrer les femmes dans leurs programmes et projets. En général, les principes directeurs pour la prise en compte de l'élément "participation des femmes au développement" dans le cadre de l'évaluation péchaient souvent par l'absence d'instructions sur la façon, par exemple, dont devraient être élaborés les indicateurs servant à déterminer les effets ou l'impact des activités. Dans certains cas, en dépit de la publication d'une stratégie relative à la participation des femmes au développement et de procédures pour sa mise en oeuvre, ladite stratégie échouait, en particulier lorsque les directeurs des bureaux extérieurs n'appuyaient pas activement les initiatives en faveur de la participation des femmes au développement. La Banque de savoir d'UNIFEM fait toutefois exception et pourrait servir de modèle à d'autres organisations, encore que ce système puisse s'avérer trop coûteux et administrativement trop lourd pour certaines organisations.

32. L'étude contient aussi des suggestions sur les moyens d'améliorer les pratiques de suivi et d'évaluation actuelles. Etant donné qu'on tient généralement peu compte de l'élément "participation des femmes au développement" lors de l'évaluation des activités sur le terrain, il faudrait peut-être, lorsque les projets ou des éléments de projets n'intéressent pas les femmes, que les responsables de l'évaluation expliquent la raison au lieu de passer la chose sous silence. On pourrait ainsi contrebalancer la tendance à ne parler des questions intéressant les femmes que lorsqu'elles font partie de la conception du projet. Une autre suggestion est d'inclure dans les missions d'évaluation au moins un membre qui connaît bien les questions relatives à la participation des femmes au développement. Il a été proposé aussi de réaliser des monographies contenant des informations de base sur les aspects économiques, sociaux et juridiques relatifs à la condition de la femme.

33. Une version mise à jour de l'étude devrait être publiée par l'Institut à la fin de 1991.

2. Les femmes, l'environnement et le développement durable

34. Le nouveau programme de l'Institut relatif aux femmes, à l'environnement et au développement durable répond aux préoccupations que suscite l'environnement partout dans le monde. Cependant, l'Institut, par le biais de ses programmes sectoriels "les femmes, l'approvisionnement en eau et l'assainissement" et "les femmes, les sources d'énergie nouvelles et renouvelables" s'est intéressé dès 1982 aux questions relatives à l'environnement, ces programmes visant à promouvoir une gestion rationnelle de l'environnement. Le nouveau programme met l'accent sur les questions intéressant spécifiquement les femmes, comme variable importante des questions environnementales.

35. Les femmes sont les principales responsables de la gestion de l'environnement, mais on n'en tient souvent pas compte, en particulier dans les pays en développement. Toutefois, leur santé et leurs moyens d'existence - et partant, leur capacité d'agir efficacement en faveur de la protection de l'environnement - sont souvent compromis par la dégradation de l'environnement et par des projets de développement et de protection de l'environnement qui ont été élaborés sans tenir compte du rôle central que jouent les femmes dans ce domaine.

36. Les recherches que mène actuellement l'Institut mettent en évidence la façon dont les femmes contribuent à l'écosystème et s'articulent en deux phases. La première, qui en est à l'étape finale, consiste en une étude, réalisée grâce aux techniques modernes, sur les femmes, l'environnement et le développement durable, et fournit un cadre théorique sur la question. Elle passe aussi en revue les activités et les agents dans ce domaine et évalue ce qui est fait en matière d'élaboration de politiques et de prise de décisions.

37. Dans le cadre de ces recherches, l'Institut a étudié les différentes perspectives (notamment écologie militante, écologie sociale, écoféminisme, stratégie de développement parallèle) qui ont été adoptées pour traiter les questions relatives aux femmes et à l'environnement, l'importance que les femmes attribuent à l'environnement, les répercussions qu'a sur elles la dégradation de l'environnement et les mesures et solutions qu'elles envisagent. Les résultats préliminaires font apparaître que de nombreuses perspectives aboutissent à un même résultat, la nécessité de redéfinir le développement en prenant en considération la durabilité, la diversité des solutions, la justice, l'équité, l'autonomie, l'autosuffisance et la paix. La deuxième phase consiste à élaborer des méthodes de formation dans ce domaine.

38. Des monographies régionales sont aussi en cours de réalisation, leur objectif étant de fournir de nouvelles données et une interprétation interculturelle concernant les diverses conditions environnementales dans différentes parties du monde, la façon dont les femmes sont touchées et les solutions apportées par les femmes et d'autres groupes.

39. Sur la base des résultats des recherches et des conclusions des monographies, les matériaux d'information et matériels de formation suivants seront établis :

a) Un diaporama de 10 minutes sur les femmes, l'environnement et le développement durable, qui sera prêt en novembre 1991 pour être présenté à l'Assemblée mondiale sur les femmes et l'environnement, convoquée par le Groupe consultatif de femmes hauts fonctionnaires du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), qui doit se tenir à Miami du 4 au 8 novembre 1991;

b) Un dossier de formation sur les sources d'information relatives à l'élaboration de politiques sur les questions spécifiques aux femmes, l'environnement et le développement durable. Ce dossier sera mis à l'essai dans le cadre d'un atelier sous-régional qui se tiendra au Caire en 1992, puis sera présenté à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), qui se réunira au Brésil en juin 1992;

c) Le premier numéro de la Special Publication Series (Série de publications spéciales) de l'Institut sera publié; il sera consacré exclusivement à la question "les femmes, l'environnement et le développement durable" et s'adressera aux universitaires, aux décideurs et, de façon générale, à un public informé. Il présentera les résultats des recherches et comportera une bibliographie exhaustive.

d) Une affiche dont le thème sera "Stitching together we mend the future of our planet" (nous raccommodons ensemble l'avenir de notre planète) sera élaborée et distribuée lors de l'Assemblée mondiale sur les femmes et l'environnement (Miami, novembre 1991) et de la CNUED (Brésil, juin 1992).

40. L'Institut finance la participation à l'Assemblée mondiale sur les femmes et l'environnement (Miami, novembre 1991) de trois femmes originaires de la région des Caraïbes, qui militent au niveau local dans le domaine du recyclage et de la protection de l'environnement.

3. Supports de communication relatifs à la participation des femmes au développement

41. Les communications jouent un rôle essentiel dans le développement, et il demeure indispensable de fournir un effort de recherche soutenu pour déterminer la façon dont le recours aux techniques de la communication peut stimuler la participation des femmes au développement, compte tenu de leurs besoins et de leur contribution, et pour déterminer et définir les différents types de supports ainsi que les formes de coopération internationale qui permettraient d'y parvenir.

42. A la suite de la Réunion consultative internationale sur les communications pour l'intégration des femmes au développement, qui s'est tenue à Rome en octobre 1988 sous l'égide de l'INSTRAW, celui-ci a, au cours de l'exercice biennal 1990-1991, entrepris de s'informer des ressources et des

systèmes de communication existants dans trois pays de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, à savoir l'Argentine, la Colombie et la République dominicaine.

43. Les possibilités qu'offrent les moyens de communication traditionnels/modernes aux femmes des zones rurales et urbaines, et le rôle des femmes en tant que productrices et agents dans les systèmes de communication, sont également à l'étude. Parmi les autres facteurs à étudier, on compte la formation des femmes à la communication et au moyen des techniques de communication, l'incidence des communications sur les femmes (considérées comme bénéficiaires de ces techniques, victimes de représentations stéréotypées négatives, et cibles de la publicité sur les biens de consommation) et le rôle des femmes dans la communication en tant qu'instruments de changement.

44. La première réunion de planification rassemblant les organismes retenus pour participer au projet s'est tenue au siège de l'INSTRAW du 11 au 14 février 1991. Cette réunion avait pour objet d'examiner l'avant-projet et de mettre au point un programme de recherche qui, tout en tenant compte des particularités nationales, permettrait d'obtenir des éléments de comparaison. Il s'agit d'établir des études de pays, comportant notamment, pour chacun des trois pays étudiés, un inventaire des ressources nationales en matière de communications ainsi qu'un bilan de la situation des femmes par rapport au système de communications existant, ces dernières étant considérées en tant qu'émettrices et réceptrices dans les systèmes de communications classiques, parallèles et traditionnels. Parmi les autres aspects jugés importants pour la recherche figurent les politiques officielles des gouvernements en matière de communications, ainsi que l'accès des femmes à la formation en ce domaine. Un aperçu bibliographique est prévu pour rendre compte des aspects de la question qui ont déjà fait l'objet de recherches, comme par exemple la représentation stéréotypée des femmes dans les médias.

45. Une fois ces études de pays menées à bien, des séminaires nationaux seront organisés et il sera procédé à l'établissement de projets nationaux visant à élaborer des supports de communication. Cette étape sera suivie par la production, en 1992, de supports de communication spécifiques.

46. Ce projet est mené en collaboration avec l'Associazione Italiana Donne per lo Sviluppo (AIDOS), interlocuteur de l'INSTRAW en Italie, grâce à des fonds spéciaux fournis par le Gouvernement italien.

4. Situation des femmes en regard du choix et de l'évaluation des techniques

47. L'Institut continue à étudier les tendances qui se dessinent en matière de participation des femmes au développement des techniques.

48. L'INSTRAW collabore actuellement avec le Centre international pour les entreprises publiques dans les pays en développement à un projet commun visant à analyser l'impact social des investissements et/ou de l'acquisition de techniques sur la situation des femmes dans les pays en développement. Ce

projet de recherche comprend : a) une étude et une évaluation critique de la documentation existante, notamment en ce qui concerne l'impact social des techniques proposées sur la situation des femmes; b) une étude et une analyse des méthodes d'évaluation employées par certaines institutions financières internationales, de façon à dégager les méthodes existantes pour les appliquer immédiatement à la planification et aux modalités d'évaluation des projets relatifs aux investissements et aux transferts dans le domaine des techniques; c) des directives et des listes d'indicateurs concernant l'impact social de l'acquisition des techniques par les pays en développement et de leurs investissements en ce domaine, notamment par rapport à la situation des femmes. L'étude devrait être menée à bien d'ici la fin de 1991.

49. En 1990, l'INSTRAW a fait paraître, dans la série des publications consacrées à la recherche, Women's Access to Technology: Myths and Realities (Accès des femmes aux techniques : mythes et réalités), qui présente les résultats d'études sur la question menées par l'Institut au cours des exercices biennaux précédents.

C. Questions sectorielles

50. Toute une section du programme d'activités de l'INSTRAW concerne l'élaboration de politiques, la formation et la transmission de l'information dans des secteurs spécifiques de l'économie. Ces activités permettent à l'Institut de mettre en place des dispositifs de coopération avec les institutions concernées par ces secteurs de développement, appartenant ou non au système des Nations Unies.

51. L'INSTRAW a suivi de près la question des femmes et de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, ainsi que celle des femmes et des sources d'énergie nouvelles et renouvelables. Ces questions ont fait l'objet d'une coopération à l'échelle du système tout entier, notamment entre le Groupe intersecrétariats pour les ressources en eau du Comité administratif de coordination, le Comité directeur de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement de l'Organisation des Nations Unies, et le Conseil de coordination pour la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement, avec la participation d'agences bilatérales de coopération technique.

52. En collaboration avec le PNUD, l'INSTRAW assure le secrétariat du Groupe d'étude interorganisations sur la femme dans la Décennie internationale de l'eau et de l'assainissement.

53. Dans le domaine de l'énergie, l'INSTRAW participe activement aux réunions du Comité pour la mise en valeur et l'utilisation de sources d'énergie nouvelles et renouvelables. A la neuvième session du Groupe interorganisations sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables qui s'est tenue à New York en mars et avril 1990, l'INSTRAW a été chargé de jouer le rôle de chef de file en ce qui concerne la participation des femmes aux activités relatives aux sources d'énergie nouvelles et renouvelables.

Eau

54. En collaboration avec le Département de la coopération technique pour le développement de l'Organisation des Nations Unies et le Centre international de perfectionnement professionnel et technique (OIT/Centre de Turin), l'INSTRAW a révisé en juin 1991 le module de formation multimédia relatif aux femmes, à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement qu'il avait élaboré en 1986. Cette remise à jour a suivi les principes directeurs adoptés lors de la Consultation mondiale sur l'eau potable et l'assainissement dans les années 90 qui s'est tenue à New Delhi (Inde) en septembre 1990 ainsi que les Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme. Ce module de formation vise à favoriser la prise en compte des besoins des femmes en faisant participer ces dernières aux programmes relatifs à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement durables, et porte tout particulièrement sur les activités de formation et sur la gestion des ressources en eau.

55. Le module de formation multimédia relatif aux femmes, à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement comprend cinq éléments, à savoir : la Décennie internationale de l'eau et de l'assainissement et la période qui suivra; la participation des femmes à la planification, au choix des techniques et à l'exécution de projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement durables; le rôle des femmes dans l'éducation relative à l'hygiène et dans les activités de formation liées aux projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement; la participation des femmes à la gestion des ressources en eau, de l'approvisionnement et de l'évacuation des déchets; et le rôle des femmes dans l'évaluation et le suivi des programmes et des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Ce module de formation est conçu pour les hauts fonctionnaires des divers ministères responsables de la planification en matière de santé, les responsables de la planification du développement et les autorités provinciales responsables de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, les ingénieurs chargés d'élaborer et d'exécuter les projets, et les moniteurs et les directeurs des instituts nationaux de formation. Il comprend 400 pages de texte de formation, un guide de l'utilisateur, un guide du moniteur, un plan de leçons, des lectures supplémentaires, une bibliographie, une liste des questions clefs pour le travail en groupe et des formulaires d'évaluation. Il est complété par deux boîtes de diapositives accompagnées d'une bande sonore et de 80 transparents. Sa production a été financée par le Département de la coopération technique pour le développement.

56. Une fois révisé, le module de formation sera mis à l'essai au cours d'un séminaire de formation prévu pour septembre 1991 à Banjul (Gambie) et organisé par le Département de la coopération technique pour le développement en collaboration avec le Gouvernement gambien et avec la participation de l'INSTRAW.

Energie

57. De 1989 à 1991, en collaboration avec les institutions et les organes de l'Organisation des Nations Unies et leurs homologues nationaux, l'INSTRAW a organisé deux séminaires nationaux de formation en Afrique ainsi que deux séminaires régionaux pour permettre à l'Afrique de mettre à l'essai sur le terrain les modules de formation de l'INSTRAW/OIT/Centre de Turin relatifs aux femmes et aux sources d'énergie nouvelles et renouvelables. Ces séminaires, qui ont réuni au total plus de 200 participants, ont pu être organisés grâce à un don du Gouvernement italien. En outre, en coopération avec le Centre international pour les entreprises publiques dans les pays en développement et le Centre pour la gestion et les recherches sur la main-d'oeuvre, interlocuteur de l'Institut en Yougoslavie, un séminaire de formation pour la région de la Méditerranée a été organisé en septembre 1990 à Ljubljana (Yougoslavie) où les modules ont été adaptés aux pays méditerranéens. Par ailleurs, en collaboration avec la Fondation internationale de l'énergie et le Centre africain de l'énergie solaire, institutions qui se sont chargées de faire traduire à titre gracieux les modules de formation, ainsi qu'avec le PNUD, l'INSTRAW a organisé, en décembre 1990, un atelier régional de formation pour les pays africains arabophones en Jamahiriya arabe libyenne. Dans son propre pays hôte, l'INSTRAW a, en collaboration avec la Dirección General para la Promoción de la Mujer, son centre de liaison, organisé en décembre 1990 un séminaire national de formation. L'Institut a publié les rapports établis sur chacun de ces séminaires de formation.

58. Si l'on en juge par la façon dont les participants ont évalué les méthodes, la teneur, le programme d'études et les différents supports audio-visuels du module de formation relatif aux femmes et aux sources d'énergie nouvelles et renouvelables, ce dernier a fait la preuve de son efficacité et son utilité. Du fait de leur conception modulaire, ses méthodes de formation sont souples; elles s'adaptent aux différentes régions et aux divers groupes ciblés et se prêtent à des effets de multiplication.

59. L'INSTRAW, en collaboration avec les Volontaires de l'assistance technique, une organisation non gouvernementale, met actuellement en oeuvre un projet destiné à resserrer les liens entre les femmes et les politiques, programmes et projets du secteur énergétique concernant plus particulièrement les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, projet financé par le Bureau des services d'appui aux projets du PNUD.

60. Ce projet vise à élaborer une méthode d'intégration complète et systématique des femmes dans les activités générales de planification et de programmation de la mise en valeur des ressources énergétiques, dans le cadre de projets pilotes illustrant la façon dont il est possible d'associer pleinement les femmes à ces décisions sectorielles. Ce projet contribuera également à réorienter, à focaliser et à orchestrer les efforts hétérogènes des différents ministères, départements, et institutions pour obtenir une meilleure participation des femmes aux programmes et projets du secteur de l'énergie.

61. Après des visites prolongées sur le terrain, quatre pays ont été retenus pour ce projet, à savoir le Burkina Faso, le Mali, le Malawi et la Zambie. L'INSTRAW est le principal responsable des activités du projet au Malawi et en Zambie, tandis qu'au Burkina Faso et au Mali, elles relèvent des Volontaires de l'assistance technique.

62. Au terme de la première année de sa mise en oeuvre, ce projet devrait avoir fourni une analyse de la situation, une ébauche de méthode, un cadre et un plan d'action visant à faire participer plus étroitement les femmes aux activités du secteur énergétique, et assuré les travaux préparatoires à une réunion de consultation de haut niveau et à l'élaboration d'un programme-type de formation.

63. Des missions préparatoires ont été menées dans les deux pays retenus pour le projet, afin de recenser les experts nationaux qui seraient chargés de procéder à l'analyse de la situation; cette analyse comprendrait une évaluation des besoins des femmes en matière de formation, soulignerait les obstacles qui s'opposent dans le pays à leur participation et à leur contribution à la réalisation des objectifs à court et long terme des différents programmes, et dégagerait des méthodes permettant de les associer aux activités correspondantes.

64. L'analyse de la situation au Malawi et en Zambie a montré que la plupart des activités et des projets visant à faire participer les femmes aux activités du secteur énergétique étaient axés sur les réchauds (à charbon de bois, en céramique ou en argile) alors que l'utilisation par les femmes de sources d'énergie nouvelles et renouvelables comme le biogaz, la biomasse, l'énergie hydroélectrique à petite échelle, l'énergie solaire, etc., n'a fait l'objet d'aucune recherche ou de recherches très peu poussées.

65. Comme l'indique l'analyse de la situation dans les deux pays retenus pour le projet, s'il est difficile d'associer plus efficacement les femmes aux décisions prises à différents niveaux en matière d'énergie, c'est en grande partie parce qu'elles n'ont pas reçu l'éducation nécessaire, parce qu'on les a tenues à l'écart des projets relatifs à l'énergie ou qu'on ne les a pas consultées, parce qu'elles n'ont pas été ciblées par les projets, parce qu'elles ne disposent pas d'informations adéquates et n'ont pas reçu la formation voulue, parce qu'elles n'ont pas été associées à la planification, au financement, et au choix des techniques, etc. Au Malawi, on a également souligné l'existence d'obstacles socioculturels liés aux systèmes patrilineaire et matrilineaire.

66. Pour sensibiliser le grand public aux problèmes de l'énergie, il a été suggéré que les questions énergétiques soient inscrites aux différents niveaux des programmes scolaires; il a également été suggéré, pour garantir la participation des femmes à différents niveaux, que ces dernières bénéficient d'une formation spécifique dans des domaines voisins de celui de l'énergie. De la même façon, il serait souhaitable de voir évoluer les attitudes collectives envers les femmes et les fillettes ainsi que l'ensemble des valeurs socioculturelles qui les régissent. Il est également fortement

recommandé de sensibiliser à la question divers groupes-cibles, tels que les décideurs, les planificateurs (aux niveaux macro et micro-économiques), les moniteurs et les utilisateurs.

Crédit

67. Conscient des obstacles culturels, économiques et sociaux qui, dans les zones rurales des pays en développement, limitent actuellement l'accès des femmes au crédit offert par les institutions financières officielles, l'INSTRAW s'est employé à les mettre en évidence pour faire échec à la tendance qu'ont généralement les décideurs à négliger les besoins des femmes.

68. En 1990, l'INSTRAW a réuni en un seul volume toutes ses études sur les femmes et le crédit. Ces études traitent de sujets divers, comme l'impossibilité pour les femmes d'accéder au crédit : problèmes et politiques; l'accès aux facilités de crédit des femmes des pays en développement; l'accès des femmes à la terre en tant qu'élément d'actif : aperçu de la législation de 59 pays; le développement de l'accès des femmes aux facilités de crédit en Asie : progrès réalisés et contraintes; l'accès des femmes aux facilités de crédit en Amérique latine et dans les Caraïbes; et l'accès des femmes aux facilités de crédit en Afrique.

69. Soucieux d'obtenir des renseignements détaillés lui permettant d'élaborer un programme de formation adéquat en ce qui concerne l'accès des femmes aux facilités de crédit dans les zones rurales, l'Institut, avec le concours du Fonds international de développement agricole FIDA et de l'Institut méditerranéen de gestion, a organisé, du 19 au 30 novembre 1990, à Nicosie, un séminaire de formation interrégional sur les moyens d'améliorer, à l'intention des femmes, le système bancaire des zones rurales. Ce séminaire avait pour but de sensibiliser les 20 participants, venus principalement d'institutions financières, aux moyens d'élargir l'accès des femmes aux services financiers. Il s'agissait de familiariser les participants avec des services bancaires prévus pour les femmes, services qui avaient fait leur preuves et qu'il était possible de reproduire, notamment au niveau des politiques, des concepts, des systèmes et des modalités de marketing. Les participants ont élaboré des plans d'action relatifs aux femmes et aux services financiers et les ont ensuite présentés à leurs institutions financières respectives. Des recommandations ont également été formulées aux niveaux gouvernemental et institutionnel en vue de favoriser l'accès des femmes aux facilités de crédit. Ce séminaire fera l'objet d'un rapport qui sera publié par l'INSTRAW et largement diffusé vers la fin de 1991.

70. A la suite de ce séminaire interrégional, l'INSTRAW a participé à un séminaire régional sur les progrès réalisés dans le domaine économique par les femmes des zones rurales d'Amérique latine et des Caraïbes, organisé par le FIDA avec la collaboration de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), du 17 au 22 juin 1991 à San José. Ce séminaire a couvert quatre thèmes principaux : a) le rôle économique et les besoins des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes; b) l'accès des femmes aux services d'enseignement et de formation relatifs à la production; c) l'accès des femmes

au crédit, à l'organisation, à la gestion, aux procédures et aux systèmes financiers; et d) la micro-entreprise en tant que moyen d'intégration des femmes aux projets de développement rural.

71. A partir des recommandations faites lors de ces séminaires, l'Institut envisage de mettre au point le matériel de formation qui convient et d'élaborer des directives permettant de remédier aux obstacles qui empêchent les femmes des zones rurales d'avoir accès au crédit.

Programmes d'études et modules de formation relatifs à la participation des femmes au développement : question de la différenciation suivant le sexe

72. Le Conseil d'administration de l'INSTRAW a souligné l'importance de sensibiliser les universitaires et les chercheurs aux rôles respectifs de l'homme et de la femme dans le développement, particulièrement dans les pays en développement. Ainsi, l'un des programmes en cours de l'Institut porte sur l'intégration de ces questions dans les programmes universitaires. A cette fin, il a fallu mener des enquêtes régionales en vue de dresser le bilan de la situation dans différentes régions et d'établir des manuels destinés à aider les universitaires, particulièrement ceux des pays en développement, à préparer des cours sur la participation des femmes au développement ou à intégrer cette question au programme général.

73. Le U.S. Council for INSTRAW, interlocuteur de l'Institut aux Etats-Unis, a d'ores et déjà travaillé avec ce dernier à dresser l'inventaire des programmes d'études américains; cet inventaire sera publié par l'INSTRAW sous forme de manuel de référence à l'usage des professeurs tant aux Etats-Unis que dans le reste du monde.

74. Au stade suivant, ce programme comporte l'établissement d'une série de manuels régionaux. On prévoit que chacun de ces manuels comprendra une analyse du processus, des stratégies et du degré d'institutionnalisation de cette discipline dans la région. Il présentera aussi les thèmes, les perspectives théoriques et les motivations socio-politiques qui sous-tendent la recherche et l'enseignement en ce domaine, et fournira des programmes d'étude modèles, des bibliographies et autres matériels et ressources didactiques, ainsi que des directives relatives aux méthodes d'enseignement et à la dynamique de la classe.

75. Parallèlement au programme destiné à élaborer des plans d'étude sur le rôle respectif de l'homme et de la femme dans le développement, la teneur et la forme du module de formation sur la participation des femmes au développement font l'objet d'une révision continuelle tandis que le public ciblé est constamment redéfini. Au cours de 1990 et 1991, l'Institut a procédé à des consultations en vue d'optimiser l'efficacité du module de formation, compte tenu de l'ampleur du sujet et du caractère général des renseignements fournis par le module. En conséquence, il a été décidé que le matériel de formation pouvait se présenter sous des formes différentes selon le public ciblé, à savoir sous forme de brochures explicatives destinées au grand public, de guides de référence ou de modules de formation. Les données

et les renseignements permettant l'élaboration de ce matériel seraient fondés sur les résultats fournis par les programmes de recherche de l'INSTRAW, illustrant ainsi à nouveau l'étroite relation qui existe entre les différents programmes de l'Institut, qu'ils aient trait à la recherche, à la formation ou à l'information/communication.

76. Par le biais de son programme de bourses et de stages, l'Institut s'emploie à familiariser les spécialistes et les particuliers avec ceux des problèmes de participation des femmes au développement qui sont en rapport avec ses principaux programmes et ceux du système des Nations Unies. Trois bourses de courte durée ont été proposées aux interlocuteurs de l'INSTRAW, soit une par région, au bénéfice d'un spécialiste ou d'un chercheur expérimenté ayant entrepris des travaux dans le cadre des programmes de statistique, de recherche sur le rôle de l'homme et de la femme dans la participation de la femme au développement, ou de ceux relatifs aux problèmes de l'environnement et d'un développement durable. Bien que l'INSTRAW reçoive un nombre croissant de demandes de bourse, il lui est impossible, vu le manque de personnel d'encadrement, d'accepter plus de 10 stagiaires par an.

D. Etablissement d'un réseau de coopération

77. L'INSTRAW a continué à innover dans la mise en oeuvre de ses programmes. Grâce à l'établissement d'un réseau de coopération, il a pu étendre la portée de ses opérations, utiliser au mieux ses ressources financières restreintes et donner à ses travaux une nouvelle envergure et un impact plus considérable. De nombreuses activités, telles que l'organisation de séminaires et de réunions se rapportant à ses programmes, ont été exécutées au cours de l'exercice biennal 1990-1991 en collaboration avec des interlocuteurs, des commissions régionales, des organismes des Nations Unies, des organisations non gouvernementales, des établissements universitaires et des organisations et groupes féminins.

78. Une attention particulière a été portée à l'établissement d'un réseau de coopération entre les organes et les institutions spécialisées du système des Nations Unies et les groupements régionaux tels que l'Organisation des Etats américains (OEA), l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), la Ligue des Etats arabes (LEA), le Conseil du Système économique latino-américain (SELA), ou la Communauté des Caraïbes (CARICOM). La coopération avec les instituts de recherche et de formation de l'Organisation des Nations Unies s'est maintenue et serait considérablement plus étroite si les contraintes financières pouvaient être levées.

79. Une deuxième réunion consultative s'est tenue en février 1990 entre les commissions régionales et l'INSTRAW afin de resserrer les liens de coopération existants et de coordonner la programmation parallèle. A cette fin, l'INSTRAW a pour la première fois été invité à assister à la réunion des secrétaires exécutifs qui s'est tenue à Vienne en mars 1991 pour approuver la mise en oeuvre de la programmation parallèle entre les commissions régionales et l'INSTRAW dans le domaine de la participation des femmes au secteur non structuré. La coopération avec les commissions régionales comprend aussi une

mise en oeuvre commune des programmes de recherche sur la participation des femmes au développement, l'organisation d'ateliers et de séminaires de formation, la convocation de réunions régionales et l'échange d'information.

80. De nouvelles formes de coopération sont à l'étude afin d'accroître l'interaction entre l'INSTRAW et ses interlocuteurs au niveau national, pour leur bénéfice mutuel. L'organisation d'activités de programme communes avec les interlocuteurs de l'Institut et entre ces derniers est encouragée, le but étant de constituer et de consolider des réseaux nationaux et régionaux pour renforcer d'autant la coopération et élargir la portée du programme de travail de l'INSTRAW à ces niveaux. L'INSTRAW a également été représenté par ses interlocuteurs à des conférences, des séminaires ou à d'autres manifestations, faisant ainsi acte de présence à moindre frais. Les interlocuteurs de l'Institut l'ont également aidé à définir les priorités nationales dans le domaine de la participation des femmes au développement et ont contribué à faire connaître dans leurs pays les travaux de l'INSTRAW et à obtenir un appui financier aux activités de l'Institut. Jusqu'à l'exercice biennal en cours, la désignation d'interlocuteurs s'est faite sur le mode expérimental. Toutefois, à la onzième session du Conseil d'administration de l'INSTRAW en février 1991, il a été constaté à l'unanimité que les travaux de l'INSTRAW avaient davantage de retentissement lorsque ses activités de formation et de recherche s'inscrivaient dans le courant général du développement aux niveaux régional et national. En conséquence, le Conseil a examiné les moyens pour l'Institut d'établir et maintenir une relation plus dynamique avec ses interlocuteurs, conformément à un des aspects essentiels de la stratégie de sensibilisation qu'il appliquera progressivement à partir de l'exercice biennal 1992-1993 aux niveaux national et régional.

81. Le réseau de l'INSTRAW s'étend toutefois bien au-delà des interlocuteurs désignés; il comprend les organisations non gouvernementales et les organisations féminines du monde entier. Sur des questions spécifiques, ces organisations disposent de compétences que l'Institut peut mobiliser si nécessaire tandis que leurs contacts lui permettent d'accroître son rayon d'action. Partout où il lui est possible de le faire, l'INSTRAW met en place des dispositifs de coopération et de collaboration avec les centres de recherche et les réseaux féminins. Grâce à cet effort de l'Institut, l'élaboration de politiques est en prise plus directe avec l'expérience locale, tandis que les organisations non gouvernementales militantes travaillant aux niveaux international, national et local se voient faciliter l'accès aux compétences et aux contacts acquis par l'INSTRAW par le biais de ses activités mondiales dans le domaine de la participation des femmes au développement.

82. Le bulletin INSTRAW Nouvelles constitue le principal moyen de communication entre l'Institut et ses réseaux. Il demeure pour l'Institut le moyen privilégié de diffuser non seulement les résultats les plus importants des activités menées au titre de ses programmes, mais aussi de noter l'orientation des travaux de recherche et d'encourager l'établissement d'un réseau mondial de coopération sur la question de la participation des femmes au développement. Bien que l'intérêt porté à INSTRAW Nouvelles, qui est

largement diffusé et utilisé par les universités, les établissements de recherche, les organisations appartenant ou non au système des Nations Unies, les chercheurs indépendants et les organisations non gouvernementales, la maintenance et se développe, les restrictions budgétaires en ont maintenu le tirage à 14 500 exemplaires. INSTRAW Nouvelles est une publication semestrielle qui paraît en anglais, en français et en espagnol.

83. Pour assurer l'efficacité du courant d'information qu'il génère, l'Institut remet périodiquement à jour sa liste de distribution informatisée, son fichier d'institutions, d'experts et de bibliographies; il publie du matériel d'information générale pertinent, notamment des affiches et des prospectus à l'intention à la fois du grand public et des responsables du développement. Le programme d'information de l'Institut a principalement pour objet de faire mieux comprendre les activités et les objectifs de ce dernier, ainsi que les questions que pose la participation des femmes au développement de manière générale.

84. L'établissement de réseaux et l'intégration ont toujours été et continuent d'être les deux pivots du fonctionnement de l'INSTRAW, lui permettant d'interagir de façon féconde avec tous les organismes associés à ses activités, et d'obtenir un soutien mutuel à moindres frais. L'Institut a ainsi pu, en dépit de ressources financières réduites, remplir de manière novatrice et sous une forme multidisciplinaire le mandat qui est le sien en matière de recherche, de formation et d'information dans le domaine de la participation des femmes au développement. Conscient du gigantesque potentiel d'innovation qu'offrent l'établissement de réseaux et l'intégration, l'Institut cherche de nouveaux moyens et de nouvelles stratégies lui permettant de renforcer son mode de fonctionnement.

E. Questions administratives et financières

85. L'INSTRAW est entièrement financé par des contributions volontaires. Depuis sa création, l'Institut a reçu des annonces de contributions de 66 Etats Membres, de pays développés comme de pays en développement. Le total des contributions volontaires reçues par le Fonds d'affectation spéciale pour l'exercice biennal 1990-1991 à la date du présent rapport, contributions affectées aux projets et programmes spéciaux comprises, s'élève à 2 713 461 dollars des Etats-Unis. A ce total devrait s'ajouter d'ici la fin de l'exercice biennal le montant des contributions annoncées par les pays donateurs mais encore non versées.

86. L'Institut est heureux de pouvoir exprimer sa gratitude à ceux des Etats Membres dont les contributions sont venues régulièrement appuyer l'INSTRAW depuis la mise en place du Fonds d'affectation spéciale, ainsi qu'à ceux qui se sont joints à eux plus récemment.

87. Dans ces circonstances, les efforts de collecte de fonds demeurent un élément crucial des travaux de l'Institut et continuent à être prioritaires. Le maintien de contacts avec les principaux gouvernements donateurs est indispensable pour garantir à l'Institut le niveau de contributions nécessaire

à sa stabilité et à la continuité de ses programmes de recherche, de formation et d'information, tels que les a entérinés le Conseil d'administration, compte tenu en particulier de l'intérêt croissant manifesté par les Etats Membres pour les questions soulevées par la participation des femmes au développement.

88. En dehors des contributions volontaires régulières reçues des Etats Membres, l'Institut a reçu d'organismes des Nations Unies, en particulier la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et le Bureau des services d'appui aux projets du PNUD, des ressources extrabudgétaires destinées à financer la mise en oeuvre de certains éléments de leurs projets spécifiquement liés à la recherche et à la formation. Les fonds perçus à ce titre ont été entièrement affectés à la pleine mise en oeuvre de ces programmes, en dehors du modeste pourcentage des dépenses d'appui consacré à couvrir les frais que ces opérations ont occasionnés à l'Institut. En permettant ainsi aux institutions intéressées de tirer parti à moindres frais de l'expérience qui est la sienne dans le domaine de la participation des femmes au développement, l'INSTRAW continue de coopérer avec d'autres organismes du système des Nations Unies.

89. En tant qu'institution autonome, l'INSTRAW est entièrement responsable de l'administration de ses programmes. Ses responsabilités comprennent la gestion financière et le contrôle budgétaire, le suivi des engagements financiers, le recrutement et l'administration du personnel, les achats et autres activités, dans le cadre de la délégation de pouvoirs octroyée par le Secrétaire général.

90. Au cours de la période considérée, l'INSTRAW a achevé de mettre en place un système comptable informatisé qui lui a permis de consigner en temps voulu ses opérations comptables et de fournir chaque mois les états financiers qu'il doit faire tenir à la Division de la comptabilité du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Un système informatisé de paie et de gestion du personnel a également été mis en place au cours de l'exercice biennal 1990-1991.

91. Etant donné l'importance et l'utilité des activités de recherche, de formation et d'information relatives à la participation des femmes au développement, condition préalable non seulement de la mise en oeuvre des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme mais aussi de la situation et du statut de la femme dans la société, il est indispensable que les travaux de l'INSTRAW soient fermement appuyés par les Etats Membres.

F. Conclusion

92. Etant donné le contexte mouvant qui est celui du développement au cours des années 90, il faudra davantage de travaux de recherche, de formation et d'information pour que soit reconnu l'apport essentiel des femmes au processus et pour que soit comblé l'écart qui existe entre la situation de ces dernières et les pratiques actuelles de développement. Convaincu que le facteur humain, et plus particulièrement le rôle crucial des femmes en tant qu'agents actifs et partenaires de développement, est d'une importance fondamentale pour

atteindre un développement durable accompagné de croissance, d'égalité, de justice et de paix, l'INSTRAW continue à prôner un renouvellement de la conception actuelle du développement par l'introduction de systèmes novateurs et nouveaux d'analyse théorique et de recherche, de collecte de données et de méthodes de formation qui reflètent la contribution réelle et potentielle des femmes au courant général du développement.
